9 mars 2008, Québec

Allocution à l'occasion de l'émission radiophonique hebdomadaire de la Tribune parlementaire

Cette semaine, je vais vous parler de langue et vous ne serez sans doute pas très étonné que je veuille vous parler de cette question cette semaine, d'autant plus qu'on en a beaucoup, beaucoup entendu parler. Mais avant d'aller dans le vif du sujet, j'aimerais quand même vous rappeler que, sur le plan politique, tant au niveau fédéral que chez nous, à l'Assemblée nationale du Québec, il se passe beaucoup de choses. D'abord, au niveau fédéral, on attendait pour voir s'il allait y avoir une élection fédérale ou non. Il semble que non, quoique la situation demeure toujours précaire, plutôt incertaine. Mais l'élection fédérale que nous attendions, nous, en tout cas, de notre côté, n'a pas été déclenchée.

Ça veut donc dire que l'attention va maintenant se porter vers l'Assemblée nationale du Québec. D'autant plus que les trois partis politiques présents à l'Assemblée nationale du Québec sont très actifs. De mon côté à moi, au Parti libéral du Québec, on est en congrès des membres depuis vendredi, samedi et aujourd'hui dimanche. Un grand congrès des membres qui réunit presque 2 000, 3 000 personnes. Et du côté de l'ADQ de M. Dumont, ils seront en conseil national la fin de semaine du 15 et 16 mars, en même temps que Mme Marois et le Parti québécois seront en conseil national.

C'est donc dire que les trois partis politiques sont très actifs actuellement sur le terrain. Et, entre-temps, l'Assemblée nationale reprend ses travaux mardi le 11 mars et, jeudi le 13 mars, le gouvernement du Québec va déposer son budget. Et ce jour-là, bien, nous allons attendre avec beaucoup d'impatience pour savoir si les deux partis d'opposition à l'Assemblée nationale voteront pour ou contre ou s'abstiendront de voter pour le budget que nous présenterons.

C'est une question importante parce que nous sommes, je vous le rappelle, en cohabitation à l'Assemblée nationale du Québec. Alors, pour prendre des décisions, il faut travailler ensemble. C'est le vœu que vous avez exprimé démocratiquement, lorsque vous avez voté le 26 mars 2007.

Cela étant dit, un des enjeux que nous allons sans doute aborder dans les prochaines semaines, c'est toute la question de la langue, de la langue française. D'autant plus que, cette semaine, plusieurs études ont été rendues publiques. Une première étude par Statistique Canada a été rendue publique sur la langue française au travail. C'était mardi. Et mercredi, l'Office québécois de la langue française a rendu public son rapport sur l'évolution de la situation linguistique au Québec. Là, il s'agit d'un travail assez volumineux,

qui comprend 18 études différentes faisant le tour de toutes les facettes de la situation linguistique. Ce rapport de l'Office de la langue française porte sur une période de 15 ans comprise entre 1991 et 2006, mais surtout la période 2001 à 2006. Et ça nous permet de voir les tendances. C'est ça qu'il y a d'intéressant. Et on apprend quoi là-dedans? On apprend qu'on vit dans une société qui est de plus en plus diversifiée. On apprend également que le faible taux de natalité des 30 dernières années, évidemment, ç'a un impact sur la langue parlée au Québec et que l'augmentation de l'immigration, ç'a également un impact sur la langue parlée au Québec. Et ce à quoi on a assisté pendant les dernières années, c'est que la population du Québec devient donc de plus en plus diversifiée, mais l'attrait du français demeure également très important.

Je veux vous donner quelques chiffres pour illustrer la réalité qui nous a été présentée cette semaine. D'abord, entre 2001 et 2006, le nombre de Québécois disant connaître le français a augmenté de 658 000. C'est presque 10 % de la population québécoise. C'est une progression intéressante. Sur une période de 15 ans, comprise entre 1991 et 2006, la proportion de personnes anglophones ou allophones connaissant le français a aussi progressé. L'autre donnée encourageante, c'est lorsqu'il y a un transfert linguistique, c'est-à-dire une personne délaisse une langue pour aller vers le français, eh bien, ils sont de plus en plus nombreux à choisir le français. L'attrait du français dans ce qu'on appelle les substitutions linguistiques est passé de 35,8 % à 45,7 %. À l'école, on remarque ceci : la proportion d'enfants allophones qui ont fait leur secondaire en français et qui poursuivent leurs études en français au cégep et à l'université est également en croissance. De même qu'un nombre croissant de parents qui auraient le droit d'envoyer leurs enfants à l'école anglaise, mais qui choisissent de les inscrire à l'école française.

Voyons maintenant un peu ce qui se passe du côté du marché du travail. Dans l'ensemble du Québec, le français est évidemment et de façon très majoritaire la langue du travail et du commerce. Et sans surprise, plus on approche de Montréal, plus ce portrait est appelé à changer. Par exemple, à l'extérieur de la grande région de Montréal, presque 93 % de la main-d'œuvre travaille exclusivement en français. Dans la grande région de Montréal, la proportion de gens travaillant uniquement en français est de 72,4 % et, dans l'île de Montréal, le travail exclusivement en français, c'est la réalité de presque 65 % des travailleurs. Ça, c'est un enjeu très important. Comme le révélait Statistique Canada, il y a quelques jours, le français n'est pas en recul. Le français dans le travail, dans le milieu de travail est en progression. Il y a donc à ce niveau-là des bonnes nouvelles.

Il y a aussi des affaires plus préoccupantes. Par exemple, le rapport de l'Office révèle qu'il y a une baisse de la qualité du français écrit. Nos jeunes

réussissent moins bien aux examens ministériels, autant au secondaire qu'au cégep. Sur les plans de l'orthographe et de la syntaxe, il y aura donc des efforts supplémentaires à faire. La ministre de l'Éducation a d'ailleurs présenté des propositions pour améliorer la maîtrise du français écrit. Rappelez-vous que Michelle Courchesne, la ministre de l'Éducation, a livré un bon plan d'action sur cette question-là. Les réactions sont assez mixtes à ce portrait de la langue. D'autant plus que, dans les chiffres qui nous sont présentés, on apprend qu'il y a moins de personnes qui parlent le français. Comme je le disais au début de mon intervention, la natalité a été plus basse. Il y a eu plus d'immigrants. Donc, ça amène un portrait linguistique différent.

Cela nous rappelle la très importante responsabilité que nous avons, nous, gouvernement du Québec, mais que vous avez, vous aussi, comme citoyens du Québec. Parce qu'en regardant les chiffres, on n'est ni jovialiste puis ni alarmiste. Il ne s'agit pas pour nous d'essayer d'être trop optimistes ni trop pessimistes. Il faut, je pense, tenir compte de notre réalité à nous comme Québécois. On est quoi? Trois pour cent de la population de l'Amérique du Nord. On est entouré par une mer d'anglophones. Cette réalité, elle est omniprésente. Et nous devons en conséquence toujours poser des gestes pour protéger et promouvoir notre langue. Ça c'est la responsabilité qui incombe à mon gouvernement en particulier.

Les études montrent que le visage du Québec change, mais que le français demeure en bonne santé. Mais on ne doit jamais tenir pour acquis que ce sera toujours notre cas. Nous allons donc poser des gestes. Nous allons le faire en continuant à mettre en œuvre ce plan d'action au niveau de l'enseignement du français dans des écoles avec la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. La ministre responsable de l'Immigration et des Communautés culturelles a pour mission, elle, de livrer des politiques pour favoriser l'intégration des immigrants dans la société québécoise et, entre autres, l'apprentissage de la langue française. C'est donc à venir. Et Christine Saint-Pierre, la ministre responsable de la Culture, des Communications et de la Langue française, aura également la responsabilité, elle, de présenter les politiques sur la qualité du français dans l'espace public. C'est donc dire que, sur ces fronts, nous allons agir pour nous assurer que la qualité du français parlé, écrit soit toujours au niveau... qu'elle soit améliorée pour l'ensemble de la société québécoise. Mais, en terminant, j'en profite pour vous rappeler que, vous aussi, comme citoyens, vous avez un rôle à jouer, vous avez une responsabilité.

Cela étant dit, mesdames et messieurs, je vous souhaite une excellente semaine et j'espère que vous prendrez un peu de temps pour venir suivre les travaux à l'Assemblée nationale du Québec. À dimanche prochain!